



Echanges régionaux des Départements français d'Amérique : un potentiel de développement à confirmer

Un réel potentiel de développement des échanges régionaux des départements français d'Amérique (DFA) existe, malgré le fort rattachement à l'Hexagone et l'usage de la langue française, minoritaire dans la zone Caraïbe. Tel est le principal enseignement de l'étude « *Echanges régionaux des Départements français d'Amérique : identification des facteurs de frein et des éléments de soutien à l'aide d'un modèle de gravité* », publiée par l'IEDOM dans le cadre d'un programme d'étude sur les échanges régionaux des DOM-COM*.

Cette étude, qui utilise un modèle de gravité, met ainsi en évidence un certain nombre de facteurs structurels favorisant les échanges intra-caribéens, tels que les distances relativement modérées au sein de la zone, le niveau de développement économique qui y est plutôt élevé et la taille non négligeable de certains pays.

Néanmoins, le rattachement à une métropole, dont l'effet est beaucoup plus marqué pour les DFA que pour les autres territoires de la Caraïbe non-souverains et, dans une moindre mesure, l'usage d'une langue minoritaire dans l'espace caribéen, constituent des facteurs structurels de frein au développement d'échanges régionaux plus importants. Le surplus d'échanges lié aux accords régionaux existants, mesuré dans l'étude, augure toutefois de perspectives d'insertion régionale encourageantes pour les DFA, suite à la signature d'un Accord de Partenariat Economique, en 2008, entre l'Union européenne et une quinzaine de pays et territoires de la Caraïbe.

Pour se procurer l'étude : http://www.iedom.fr/IMG/pdf/noteie_echanges_regionaux_dfa_072011.pdf

* Un premier volet sur les Collectivités d'outre-mer du Pacifique, publié en janvier 2001, est disponible sur www.ieom.fr

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Au cours du premier semestre 2011, 295 553 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 18,8 % par rapport au second semestre 2010. Les trois coupures de 20 euros, 50 euros et 100 euros constituent 95 % du total des contrefaçons.

Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation est en moyenne de 13,8 milliards au premier semestre 2011.

Révision des directives européennes sur les fonds propres réglementaires

La Commission européenne a adopté le 20 juillet 2011, deux propositions (une Directive et un Règlement) visant à renforcer la réglementation dans le secteur bancaire. Elles remplacent les Directives actuelles et entrent dans le cadre des mesures prises pour la mise en place d'un système financier plus sain et plus sûr. La directive régit l'accès aux activités de collecte de dépôts et le règlement établit les règles prudentielles à respecter. Les textes sont disponibles sur : http://ec.europa.eu/internal_market/bank/regcapital/index_fr.htm#crd4

Outre-mer

1 – Saint-Barthélemy

La décision du Conseil européen du 12 juillet 2011 relative à la signature et à la conclusion de l'accord monétaire entre l'Union européenne et la République française relative au maintien de l'euro à Saint-Barthélemy, à la suite de son changement de statut au regard de l'Union européenne a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 20 juillet 2011.

2 – Guyane et Martinique

Les deux lois relatives à la création d'une collectivité unique en Guyane et en Martinique : la loi organique n° 2011-883 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution et la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ont été publiées au JORF du 28 juillet 2011.

3 – L'octroi de mer

Dans un communiqué, la ministre chargée de l'outre-mer, Marie-Luce Penchard, se félicite de la décision sur l'octroi de mer prise par le Conseil des ministres de l'Union européenne le 20 juillet 2011 après avis favorable du Parlement européen. Cette décision permet notamment à la Guyane d'ajouter une cinquantaine de produits à la liste de produits locaux bénéficiant d'un régime préférentiel au regard de l'octroi de mer. La ministre a indiqué qu'« il importe de concentrer tous nos efforts sur la pérennisation de ce régime pour 2014 ».

Publications

1 – Conseil économique, social et environnemental : les énergies renouvelables en outre-mer : laboratoire pour notre avenir

Le rapport présenté par Patrick Galenon est disponible en téléchargement sur :

<http://www.lecese.fr/index.php/rapports-et-avis/les-energies-renouvelables-outre-mer>

2 – Banque de France : Note sur le taux de chômage des régions françaises d'outre-mer

Jean-François Hoarau, Claude Lopez, Michel Pau. La note de travail n° 337 de juillet 2011 est disponible en anglais à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/gb/publications/telechar/ner/DT337.pdf>

3 – Médiation du crédit aux entreprises : Guide de financement des TPE

Le guide pédagogique réalisé par la Médiation du crédit aux entreprises avec les Tiers Confiance est disponible en téléchargement sur :

<http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Guide-de-financement-des-TPE>

Publications IEDOM

1 - Panorama 2010 de la Guyane, de La Réunion, de Mayotte, de la Martinique et de Saint-Pierre-et-Miquelon

Dans la collection Note expresse, série « Portrait », n° 108, 109, 113, 114 et 115

2 – Le microcrédit en Guyane : un dispositif en voie de structuration, note expresse « série Eclairage », n° 111

Ces documents sont disponibles en téléchargement sur notre site (www.iedom.fr)

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Parution du Rapport annuel 2010 – édition 2011 de l'IEDOM Martinique

L'IEDOM et l'INSEE ont tenu une conférence de presse commune le 7 juillet, à l'occasion de la sortie du rapport annuel 2010 et de la revue « Antiane éco ». Comme au niveau international et national, la Martinique a enregistré une reprise en 2010 avec une progression prévisible de son PIB en volume.

La croissance alimentée par la consommation et dans une moindre mesure par l'investissement est restée insuffisante pour permettre d'inverser la courbe du chômage qui se situe toujours à un niveau élevé. Deux raisons principales expliquent cette situation : (1) les perspectives économiques ne sont pas encore suffisamment établies pour permettre aux entreprises de recruter à nouveau ; (2) des gains de productivité importants ont été réalisés par les entreprises pendant la crise pour compenser la baisse du courant d'affaires.

La reprise a été plus forte dans la seconde partie de l'année avec une amélioration de la consommation des ménages et dans une moindre mesure des investissements des entreprises. L'activité bancaire s'est redressée témoignant d'une meilleure orientation de la conjoncture. La production de crédits est tirée par les concours à l'habitat et à la consommation en fin d'année. Dans un environnement assaini, les banques ont renoué, dans l'ensemble, avec une situation financière satisfaisante.

Le mouvement de reprise a été perturbé au 1er trimestre 2011 par plusieurs conflits sociaux qui ont assombri l'environnement des entreprises, alors que l'économie était en phase de progrès, ce qui explique le ralentissement observé au niveau du climat des affaires.

Quelques facteurs d'attention : (1) Le nombre de demandeurs d'emplois qui est encore en augmentation au premier trimestre. (2) L'indice des prix qui subit notamment le renchérissement des cours du pétrole. La progression des autres matières premières alimentaires (sucre, blé, maïs, etc.) pourrait également avoir un impact. (3) La situation financière des ménages qui montre des signes de tensions, avec la progression du surendettement.

Après le « trou d'air » du 1er trimestre 2011, les perspectives de croissance sur la seconde partie de l'année devraient s'améliorer avec la montée en charge des chantiers dans le BTP (logement social, travaux routiers, grands chantiers), une résistance de la consommation des ménages et la poursuite du redressement du tourisme.

Comme les autres publications de l'IEDOM, le rapport annuel est disponible en ligne sur le site internet : www.iedom.fr.

Publication du Panorama de la Martinique en 2010

L'Iedom Martinique vient de publier une nouvelle note expresse « **Panorama de la Martinique** » - N° 114 – Juillet 2011. Cette note présente les principales caractéristiques structurelles et économiques de l'île permettant de mettre à disposition l'information nécessaire à la compréhension des enjeux économiques du département. Elle dresse également un panorama de l'économie pour l'année 2010 et fournit des données de cadrage macroéconomique. Enfin, elle présente une analyse succincte de secteurs clefs de l'économie ainsi qu'une observation de l'activité bancaire.

La note expresse « **Panorama** » est déclinée selon les différentes géographies de la zone d'intervention de l'Iedom.

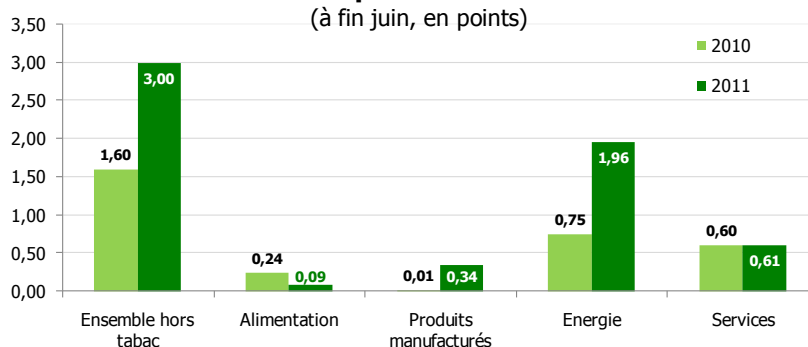
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Indice des prix : légère baisse en juin

A fin juin 2011, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 126,2, soit une baisse de 0,2 % sur un mois. Sur un an, le taux d'inflation s'affiche à 3,0 % contre 1,6 % un an auparavant. Il se situe à un niveau supérieur à celui des autres géographies (+2,0 % en Guyane ; +2,1 % en Métropole ; +2,7 % en Guadeloupe et +2,8 % à la Réunion).

Sur un an, la progression des prix est principalement due à l'énergie (+21,8 %). Ce relèvement contribue à hauteur de 1,96 point à la hausse des prix sur un an. Au sein des autres postes, l'inflation est plus modérée : alimentation (+0,5 % sur un an) ; produits manufacturés (+1,2 %) et services (+1,4 %).

Contributions au glissement annuel de l'indice de prix à la consommation
(à fin juin, en points)



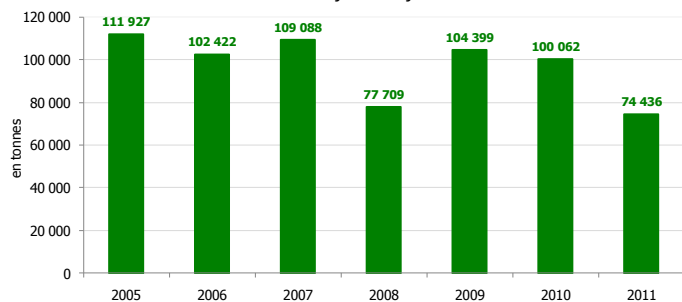
Source: Insee

Secteur primaire : Bananes et abattages : des niveaux de production en diminution

A fin juin 2011, 74 436 tonnes de bananes martiniquaises ont été expédiées vers l'Europe, soit une baisse de 25,6 % par rapport à l'année précédente. Ce ralentissement tient notamment à la diminution de la production, les mois de janvier, février et avril 2011 ayant connu les plus faibles niveaux d'expéditions avec des tonnages respectifs de 7 299, 8 969 et 3 304 tonnes. La production a été impactée en début d'année par les conséquences du passage du cyclone Tomas qui avait provoqué de nombreuses pertes dans la nuit du 30 octobre 2010.

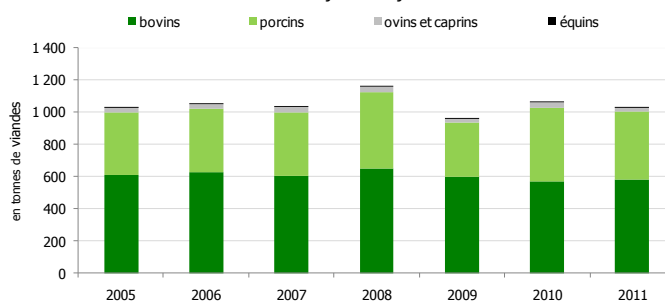
Par ailleurs, l'activité de l'abattoir départemental de la Martinique a permis de produire 1 035,8 tonnes de viande au premier semestre, soit une diminution de 3,1 % sur un an. La production est essentiellement constituée de viandes bovines (56,4 %) et porcines (40,6 %). Sur la période, seul le tonnage de viandes bovines traitées progresse, soit +1,9 % sur un an. Les autres catégories s'inscrivent en recul : viandes d'ovins/caprins (-18,8 %), viandes équinées (-16,7 %) et viandes de porc (-8,2 %).

Expéditions de bananes
cumul de janvier à juin



Source: DIECCTE

Activité de l'abattoir départemental
cumul de janvier à juin

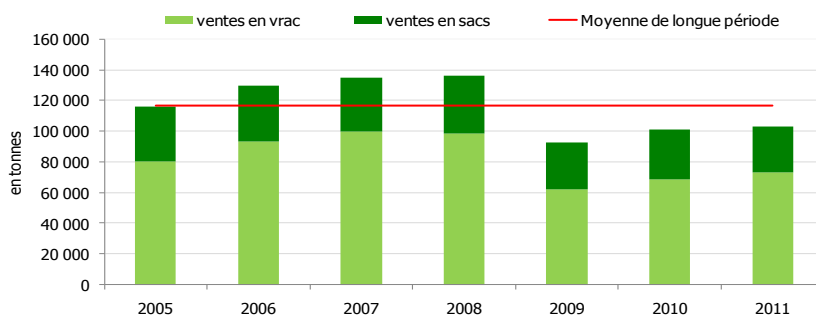


Source: SEMAM

BTP : progression des ventes de ciment

A fin juin 2011, la consommation locale de ciment atteint 102,9 milliers de tonnes, soit une hausse de 2,1 % sur un an. Dans le détail, les ventes en sacs, d'ordinaire dévolues à la construction privée, sont en recul de 7,9 % tandis que les ventes en vrac sont orientées à la hausse, (+6,8 % sur un an). L'écart avec la moyenne de longue période (117 000 tonnes pendant la période 1995-2011) continue de se réduire. Il atteint - 11,7 % contre - 13,5 % à fin juin 2010.

Consommation locale de ciment
cumul à fin juin



Source: Ciment Antillais

ACTUALITE REGIONALE

Passage de la tempête Emily à la Martinique

La tempête Emily a modifié sa trajectoire dans la nuit du lundi 1^{er} août, provoquant de nombreux dégâts matériels à la Martinique. Le département a dû déplorer des glissements de terrains, notamment au quartier de Morne Calebasse de Fort de France, et la mort d'un habitant électrocuté dans son habitation.

Visite du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé et de la Ministre de l'Outre-Mer

Le 20 juillet, Xavier BERTRAND, Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé et Marie-Luce PENCHARD, Ministre chargée de l'Outre-Mer, ont inauguré le centre hospitalier de Mangot Vulcin au Lamentin puis ont rendu visite au CHU de Fort-de-France. Le Ministre a signé une convention de financement de 439 contrats aidés avec le Conseil Général et a ensuite visité le Centre de formation professionnelle pour adultes à Beauséjour.

Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées

La présidente du Conseil Général et le Préfet de Région ont signé un plan quinquennal pour le logement des personnes défavorisées. Ce plan doit accorder une priorité aux personnes et familles sans logement, menacées d'expulsion, hébergées temporairement ou logées dans des habitations insalubres. La principale nouveauté de ce plan est de mettre en place une série d'actions et d'outils en faveur des personnes sans abri ou celles qui doivent trouver un logement d'urgence.

Comité de pilotage des programmes opérationnels (PO)

Le comité de pilotage stratégique des PO s'est tenu le 22 juillet dernier et a permis la validation du financement de 74 projets par les fonds européens, pour une valeur totale de 10 millions d'euros. Ces projets concernent le Fonds Européen de Développement Régional pour un montant global de 5,3 millions d'euros, le Fonds Social Européen (2 millions d'euros en faveur des jeunes en difficultés), le Fonds Européen Agricole de Développement Rural (2,2 millions d'euros), et le Fonds Européen pour la Pêche (200 mille euros).

Prêt de 14 millions d'euros de l'AFD

Lors de son Conseil d'Administration du 21 juillet, l'AFD a octroyé à la ville de Fort-de-France un prêt d'un montant de 14 millions d'euros. Les fonds seront dédiés à l'amélioration de l'équilibre budgétaire de la ville, afin de financer son programme d'investissements sur la période 2011-2012, au premier rang duquel figure la rénovation urbaine.

Inauguration de l'association « Réseau Entreprendre » en Martinique

L'association « Réseau Entreprendre en Martinique » a été inaugurée à l'Hôtel La Batelière à Schœlcher, le 26 juillet. Cette association, déclarée d'utilité publique depuis 2003 en métropole, fédère une cinquantaine de chefs d'entreprise et de partenaires à la Martinique. La vocation de cette association est d'identifier, faire émerger et accompagner les créateurs et repreneurs de PME. Elle prévoit d'apporter une aide à l'élaboration des projets ainsi qu'un soutien financier sous forme de prêts d'honneur. L'association sera un club d'échange, d'entraide et de formation à destination des nouveaux entrepreneurs.

Hausse des prix de l'énergie

Dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers (décret du 8 novembre 2010), le prix des carburants routiers a été fixé, à compter du 1^{er} août 2011 à : 1,51€/L pour le super sans plomb (+ 4 centimes par rapport à juillet) et 1,24€/L pour le gasoil (+1 ct). Le prix de la bouteille de gaz augmente de 28 centimes, à 24,15 €.

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var.% mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- juin 2011	126,2	-0,2 %	+3,0 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- juin 2011	40 620	-1,2 %	+4,1 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 165 370)	- juin 2011	24,6 %	-0,3 point	+1 point
Allocation Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle Emploi	- juin 2011	19 562	-2,1 %	-4,4 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- mars 2011	36 433	-	-
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- mai 2011	284,0	+39,8 %	+6,7 %
	Exportations (en M€)	- mai 2011	20,7	+35,4 %	+54,0 %
	Taux de couverture mensuel:		7,3 %	-	-3,2 points
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juin 2011	40,4	-2,7 %	+7,6 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juin 2011	244,9		+4,8 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- juin 2011	17 748	+0,1 %	-5,4 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- juin 2011	5 126	-	-9,8 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- juin 2011	117 939	+0,1 %	+10,0 %
		- cumul annuel	802 595		+4,8 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juin 2011	0	ns	nd
		- cumul annuel	19 614	-	-65,2 %
Construction (source: Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- juin 2011	19 064	-6,5 %	+4,1%
		- cumul annuel	102 886		+2,1 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- juin 2011	830	-10,9 %	-13,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- juin 2011	177	+4,1%	+39,4 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)		6 002	-	+1,9 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,50%	13/07/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	13/07/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,75%	13/07/2011

Taux de la facilité de dépôt					0,75%			13/07/2011
Taux d'intérêt légal					Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)			
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

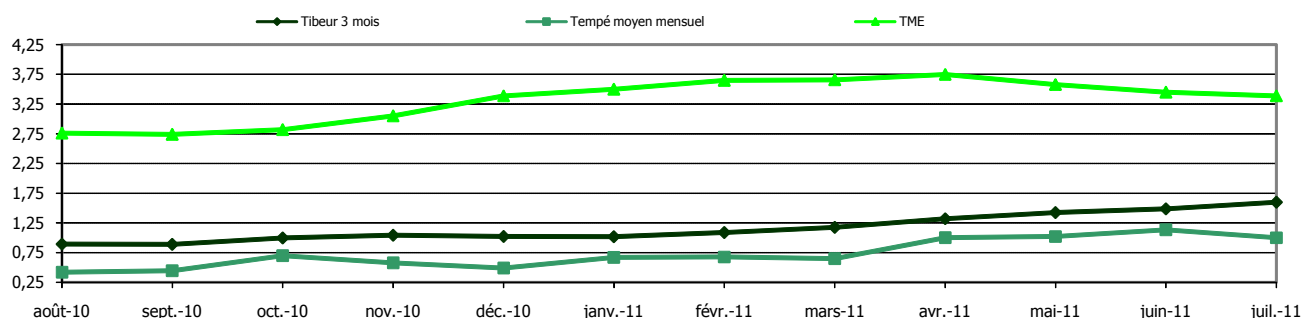
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juin 2011)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
1,0016%	1,0230%	1,1330%	1,0033%	1,4190%	1,5970%	1,8180%	2,1830%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet
3,75%	3,58%	3,45%	3,39%	3,95%	3,78%	3,65%	3,59%

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	
Prêts à taux fixe		5,97%	17,49%
Prêts à taux variable		5,33%	
Prêts relais		6,07%	
Autres prêts		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,41%	9,34%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires		19,37%	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €		11,22%	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires		18,61%	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €		10,46%	

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

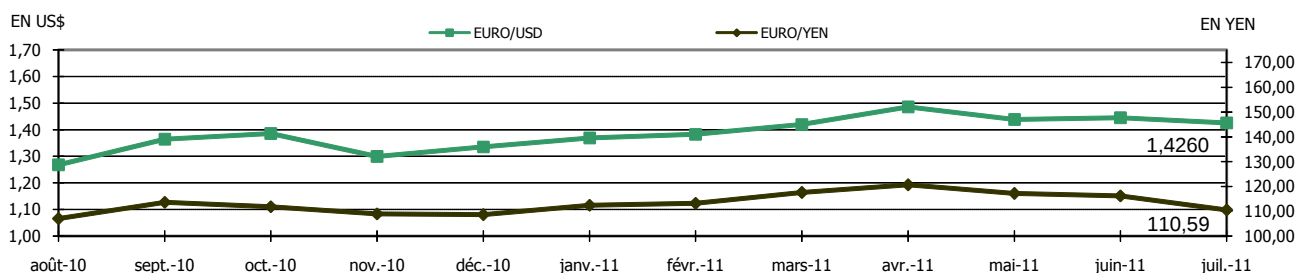
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4260	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,6084	EURO/SRD (Surinam)	4,75130
EURO/JPY (Japon)	110,5900	EURO/BWP (Botswana)	9,35840	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,57720
EURO/CAD (Canada)	1,3556	EURO/SCR (Seychelles)	17,5672	EURO/DOP (Rép. Dom.)	54,7840
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87490	EURO/MUR (Maurice)	40,1400	EURO/BBD (La Barbade)	2,87960
EURO/SGD (Singapour)	1,7185	EURO/BRL (Brésil)	2,2431	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,22000
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,1134	EURO/VEL (Vénézuéla)	6,18340	EURO/TPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2865,1629	EURO/XCD (Dominique)	3,8874	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	